



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 8 octobre 2026

La croissance cumulée de la République dominicaine atteint +4,5 % sur les huit premiers mois de 2026.

Elle avait atteint +2,3 % sur la même période en 2025.

En août 2026, l'activité progresse de +3,8 % g.a., portée notamment par la construction (+7,9 %) et les services (+4,1 %).

Cette dynamique confirme le redressement de l'économie après le ralentissement de 2025 et s'inscrit dans la trajectoire de croissance annuelle de +4,5 % prévue par la Banque centrale (BCRD).

Lors d'une rencontre avec la BCRD fin septembre, une délégation du FMI a également souligné la résilience de l'économie dominicaine, dont l'institution prévoit une croissance proche de +4 % en 2026.

LE CHIFFRE A RETENIR

+4,5 %

Croissance cumulée de la République dominicaine sur janvier-août 2026

Source : BCRD

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le FMI et la Banque mondiale relèvent leurs prévisions de croissance pour le Mexique en 2026 (respectivement à +1,5 % et +1,4 %), mais les perspectives restent modestes à moyen terme. Dans les conclusions préliminaires de sa mission Article IV publiées le 2 octobre, le FMI a relevé sa prévision de croissance pour 2026 à +1,5 % (+0,3 point), tout en abaissant celle de 2027 à +1,8 % (-0,1 point). De son côté, la Banque mondiale a révisé ses projections à +1,4 % en 2026 (+0,1 point) et +1,8 % en 2027 (+0,1 point), avant une accélération à +2,2 % en 2028. Ces estimations sont alignées avec les hypothèses du gouvernement mexicain pour 2027 (+1,5 % à +2,5 %). Selon le FMI, l'amélioration des perspectives en 2026 repose sur des politiques budgétaire et monétaire moins restrictives qu'anticipé et sur la progression des exportations vers les États-Unis. La reprise resterait toutefois freinée par les incertitudes entourant la révision de l'accord de libre-échange nord-américain (T-MEC) et les évolutions réglementaires et institutionnelles internes. La Banque mondiale souligne également l'incertitude économique et le ralentissement de l'investissement public comme possibles freins à l'activité. La croissance mexicaine resterait malgré tout inférieure à la moyenne de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2026 (+2,2 %). Pour renforcer la croissance potentielle, le FMI recommande notamment de stimuler l'investissement privé, de réduire les contraintes réglementaires, d'améliorer la sécurité et de renforcer l'intégration commerciale.

L'inflation accélère pour le deuxième mois consécutif, à 3,45 % g.a. en septembre, portée par une hausse des prix alimentaires et énergétiques. Si l'inflation sous-jacente, qui exclut les composantes les plus volatiles (agricoles, énergétiques...), reste la composante la plus élevée (+3,75 % g.a.), elle ralentit de façon progressive et continue depuis son pic de janvier 2026 (+4,52 %). À l'inverse, l'inflation non sous-jacente progresse pour le deuxième mois consécutif, à +2,45 % en septembre après +1,13 % en août et +0,29 % en juillet. Cette accélération est principalement portée par les prix des fruits et légumes (+8,8 % g.a. après +4,1 % en août) ainsi que par ceux de l'énergie (+3,8 % g.a., après 3,3 % en août). L'inflation s'éloigne du centre de la cible de Banxico (3 % $\pm$ 1 %), dans un contexte où les taux sont restés stables depuis la fin du cycle d'assouplissement en mai dernier à 6,50 %. Une accélération des prix concentrée sur les composantes volatiles, alors que l'inflation sous-jacente ralentit, limite toutefois la pression en faveur d'une hausse du taux directeur, malgré une première hausse des taux de la Fed en septembre. Banxico a d'ailleurs récemment rappelé qu'elle ne modifierait pas son taux en réponse aux décisions de la Fed, et

que ses prochaines décisions dépendraient de la transmission de l'évolution du taux de change aux prix et de l'évolution des anticipations d'inflation. La prochaine décision sera annoncée le 5 novembre.

Le partenariat commercial entre le Mexique et les États-Unis se renforce, le Mexique confortant sa place de premier fournisseur des États-Unis. Selon le Bureau du recensement américain, les exportations mexicaines vers les États-Unis atteignent un record de 419,3 Md USD sur janvier-août 2026 (+18,3 % g.a.), dont 60,6 Md USD en août (+34 % g.a.), un record mensuel. Premier fournisseur des États-Unis depuis 2023, le Mexique porte sa part dans les importations américaines à 17,4 % (contre 15,3 % un an plus tôt), un gain de 2,1 points proche de celui réalisé sur toute la dernière décennie. Le Mexique représente désormais plus du double de la part chinoise (7,6 %) dans les importations américaines. En sens inverse, les exportations américaines vers le Mexique s'élèvent à 263,5 Md USD sur la période, faisant du Mexique la première destination des produits américains. Le Mexique reste ainsi le premier partenaire commercial des États-Unis, avec 16,8 % de leurs échanges de biens, devant le Canada (12,5 %) et la Chine (6,3 %). Cette dynamique est principalement portée par l'électronique, en particulier les équipements informatiques (+103,7 % sur janvier-août), tirés par la demande des centres de données liés à l'IA, ainsi que par l'avantage tarifaire que confère l'ACEUM au Mexique (83 % des exportations mexicaines couvertes par l'accord commercial en août). Par conséquent, l'excédent commercial mexicain avec son voisin du nord augmente de +21,2 % et atteint 155,9 Md USD, le deuxième plus élevé parmi les partenaires des États-Unis après le Vietnam. Le partenariat se renforce également sur le plan des investissements, les flux d'IDE mexicains vers les États-Unis ayant progressé de 48,4 % en 2025 pour atteindre 7,1 Md USD, soit un stock total d'investissement direct mexicain aux États-Unis de 67,7 Md USD fin 2025.

L'investissement poursuit son redressement en juillet (+1,4 % g.m.), porté par le secteur privé. La formation brute de capital fixe (FBCF) progresse de 1,4 % g.m. (CVS), après +1,3 % en juin, grâce à la hausse de l'investissement privé (+2,6 %), qui compense largement le recul de l'investissement public (-6,9 %, sa plus forte baisse depuis mai 2025). L'investissement en machines et équipements augmente de +4,5 %, son plus fort rythme depuis décembre 2022, un rebond tiré par les équipements importés (+6,0 % contre +1,1 % pour ceux d'origine nationale). En g.a., la FBCF progresse de +6,0 %, confirmant sa bonne dynamique depuis le mois d'avril 2026. Entre janvier et juillet 2026, la hausse de l'investissement (de +1,7 %) repose principalement sur le dynamisme de l'investissement public qui enregistre une hausse de +10,2 %, tandis que l'investissement privé n'augmente que de +0,4 %. La bonne dynamique de l'investissement contraste avec la stagnation de la

consommation privée (0,0 % g.m. en juillet), principale composante de la demande intérieure (70 % du PIB). Sur un an, la consommation privée ralentit à +1,1 % g.a., après +1,6 % g.a. en juin.

La dynamique des transferts de fonds des migrants vers le Mexique (remesas) s'inverse en août (-3,6 % g.a.), tandis que leur pouvoir d'achat poursuit sa baisse. Selon la Banque centrale du Mexique (Banxico), les transferts ont atteint 5,45 Md USD en août, en diminution de -2,1 % par rapport à juillet, interrompant six mois consécutifs de hausse en glissement annuel. Sur les huit premiers mois de 2026, les transferts totalisent 41,8 Md USD (+2,2 % g.a.). Ce montant représente près de trois fois les recettes tirées des exportations pétrolières (14,3 Md USD) sur la même période, selon une comparaison établie par Goldman Sachs. D'après cette même banque, leur pouvoir d'achat, corrigé de l'inflation et des variations du taux de change, recule de -14,7 % g.a. en août, enregistrant un quinzième mois consécutif de baisse. Selon BBVA, la volatilité récente des transferts s'explique notamment par le durcissement de la politique migratoire américaine, les fluctuations du peso face au dollar ainsi que par la complication de la situation de l'emploi aux États-Unis. À plus long terme, le Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA) souligne que le vieillissement de la population mexicaine immigrée aux États-Unis et le ralentissement des nouveaux flux migratoires pourraient également peser sur les transferts.

Sectoriel

Le Mexique recule de sept places dans l'Indice mondial de l'innovation 2026 de l'OMPI, au 65e rang sur 139 économies (58e en 2025), son potentiel d'innovation restant freiné par la faiblesse de ses institutions. Le pays conserve toutefois son statut de moteur régional, au 3e rang des 21 économies d'Amérique latine et des Caraïbes, derrière le Chili et le Brésil, et au 13e rang des pays à revenu intermédiaire supérieur. Le Mexique se distingue toutefois par l'efficacité de son système d'innovation (53e dans le classement des résultats) par rapports aux moyens engagés (81e) permise par sa solide base industrielle et commerciale. Le pays performe notamment dans les exportations de biens créatifs (5e), la fabrication de haute technologie (11e) et taille du marché intérieur (13e). Mexico figure par ailleurs au 82e rang des 100 premiers pôles d'innovation mondiaux, et l'écosystème numérique s'appuie sur plusieurs licornes (Bitso et Kavak, valorisées chacune à 2,2 Md USD, et Clip à 2 Md USD). L'enseignement supérieur constitue un autre atout, le pays se classant 36e pour l'indicateur des classements universitaires QS, porté par l'UNAM (136e mondiale) et le Tecnológico de Monterrey (187e). Ces points forts se heurtent néanmoins à des faiblesses structurelles persistantes. Le pilier Institutions est

pénalisé par l'État de droit (123e) et la stabilité politique pour la conduite des affaires (111e), tandis que les liens entre recherche et industrie restent limités (116e pour les co-publications entre recherche publique et privée, 82e pour les collaborations R&D entre universités et entreprises). Enfin, le recul du Mexique pour la croissance de la productivité du travail (119e, après 114e en 2025) souligne le défi de diffuser l'innovation des filières de pointe à l'ensemble du tissu productif.

Finances publiques

Le FMI appelle le Mexique à accélérer la réduction de son déficit public afin d'enrayer la hausse de la dette. Dans les conclusions préliminaires de sa mission Article IV publiées le 2 octobre, le FMI reconnaît la poursuite de la consolidation budgétaire en 2026, mais déplore que le projet de budget 2027 prévoit un ajustement plus graduel qu'initialement annoncé. Selon ses prévisions, le déficit public diminuerait de 4,2 % du PIB en 2026 à 3,9 % en 2027, tandis que la dette progresserait de 62,1 % à 62,9 % du PIB. De son côté, le ministère mexicain des Finances (SHCP) prévoit une réduction du déficit de 4,1 % à 3,9 % du PIB entre 2026 et 2027, tandis que la dette publique atteindrait 55,0 % du PIB en 2027. L'écart de prévision avec le FMI s'explique principalement par des périmètres différents : le FMI mesure la dette brute du secteur public, tandis que le SHCP retient une mesure nette (le SHRFSP), qui déduit les actifs financiers publics. Le FMI recommande un ajustement budgétaire plus ambitieux et rapide afin de placer la dette sur une trajectoire soutenable. Du côté des recettes, le FMI préconise de renforcer la fiscalité locale sur la propriété et les véhicules, de supprimer progressivement les avantages fiscaux dans les zones frontalières, d'élargir la taxe carbone et de réformer l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Du côté des dépenses, le FMI recommande un meilleur ciblage des programmes sociaux, une réduction progressive des subventions aux carburants et un redressement durable des finances de Pemex. Il accueille favorablement les projets d'investissement en infrastructures, tout en préconisant une participation accrue du secteur privé et un meilleur encadrement des risques budgétaires, notamment pour éviter le report de certaines dépenses et l'accumulation d'engagements financiers futurs pour l'Etat. Enfin, le FMI préconise de renforcer le cadre fiscal, notamment par l'introduction d'un objectif de dette à moyen terme et la création d'un conseil budgétaire indépendant. En réponse, le SHCP a défendu une consolidation progressive, qu'elle juge compatible avec le soutien à la croissance et le maintien des investissements prioritaires.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	07/10/2026
Bourse (S&P/BMV IPC)	+0,7%	+3,1%	64 653 points
Change MXN/USD	-0,5%	-2,2%	17,98
Change MXN/EUR	-2,0%	-6,2%	20,12
Prix du baril mexicain	-4,0%	+54,5%	90,88

Amérique centrale

Bélize

Le gouvernement bélizien exclut pour l'instant une réduction plus importante des taxes sur les carburants, alors que la hausse des cours mondiaux du pétrole pèse sur les prix à la pompe. Le Premier ministre John Briceño indique que les taxes sur les carburants ont déjà été réduites, mais qu'une baisse supplémentaire priverait l'État de plus de 88,6 M EUR¹ de recettes, soit plus de 10 % du budget. Il estime qu'un nouvel allègement fiscal devrait donc être compensé par des réductions dans les dépenses publiques.

Costa Rica

L'inflation costaricienne revient en territoire positif après seize mois consécutifs de déflation. L'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de +0,34 % en g.a.

¹ 1 EUR = 2,2568 BZN

en septembre, contre -0,17 % en août, retrouvant ainsi un niveau positif pour la première fois depuis avril 2025. Cette remontée est tirée par la hausse des prix des œufs (+18,1 % sur un mois), des véhicules neufs (+1,6 %) et des services de téléphonie mobile (+1,6 %), mais reste freinée par la baisse du prix de l'essence (-1,5 %) et des billets d'avion internationaux (-6,4 %). L'inflation demeure cependant très inférieure à la cible de la Banque centrale du Costa Rica, fixée à 3 % $\pm$ 1 point.

La Banque mondiale prévoit une normalisation de la croissance au Costa Rica de +3,3 % en 2026, après +4,6 % en 2025. Dans son dernier rapport LACER, la Banque estime que l'économie costaricienne demeure solide, mais que la croissance se normalise après plusieurs années de fort dynamisme des exportations (dispositifs médicaux et services notamment). Les investissements directs étrangers ont atteint 2,74 Md USD au S1 2026 (+23,4 % en g.a., corrigés de l'effet de l'acquisition de FIFCO par Heineken). Ils restent largement concentrés dans l'industrie manufacturière (1,95 Md USD), et dans une moindre mesure, les services (212,5 M USD). Les recettes touristiques ont également atteint un record de 3,36 Md USD au S1 (+8,5 % en g.a.), soutenues par une hausse des visiteurs américains et canadiens.

L'Union européenne a annoncé 8 M EUR d'investissement via le Global Gateway afin de faciliter le financement de l'acquisition d'au moins 75 bus électriques dans la Grande aire métropolitaine (GAM) de San José. Ces fonds européens serviront à alimenter un fonds fiduciaire (fideicomiso) structuré avec le Banco de Costa Rica (BCR), chargé de faciliter le financement de l'acquisition d'au moins 75 bus électriques européens, l'adaptation des dépôts et l'installation de bornes de recharge. Le ministère des Travaux publics et des Transports (MOPT) assurera le pilotage du dispositif, et l'agence allemande de coopération internationale (GIZ), fournira de l'assistance technique pour la mise en œuvre.

El Salvador

Le FMI a approuvé le 1er octobre un décaissement immédiat de 138 M USD en faveur du Salvador, à l'issue des deuxième et troisième revues du programme conclu en février 2025. Le Fonds souligne une croissance plus forte qu'anticipé, avec une progression du PIB attendue à +4,5 % en 2026 et +4 % en 2027, ainsi que des avancées dans la consolidation budgétaire et le renforcement des réserves internationales. Ce décaissement s'inscrit dans le programme conclu en février 2025 au titre du mécanisme élargi de crédit, pour un financement total d'environ 1,4 Md USD. Le décaissement a été approuvé malgré le non-respect de certains critères du programme, notamment concernant l'accumulation de Bitcoin, le Conseil

d'administration ayant accordé des exemptions en raison des mesures correctives prises par les autorités.

Le gouvernement salvadorien a reporté à juin 2027 la présentation au Parlement d'un projet de réforme paramétrique des retraites, dont l'adoption est désormais prévue d'ici fin septembre 2027. Cette réforme, engagée dans le cadre du programme avec le FMI, vise à renforcer la soutenabilité du système et à mieux aligner les prestations sur les cotisations, tout en réduisant les passifs contingents de l'État. Le gouvernement prévoit également d'échelonner sur quatre ans le paiement des intérêts non acquittés sur la dette de pensions, qui atteindront 2,33 Mds USD entre avril 2023 et avril 2027.

Le gouvernement salvadorien a présenté un projet de budget 2027 de 12,4 Mds USD, en hausse de +17,7 % par rapport à 2026. L'Éducation bénéficierait de 3,4 Mds USD, soit 27,5 % du budget, notamment pour les infrastructures scolaires, la connectivité et l'accès aux technologies. Le projet prévoit également 1,5 Md USD pour la Santé et 997 M USD pour la Sécurité et la Défense. Il doit désormais être examiné par l'Assemblée législative et approuvé avant la fin de 2026.

Guatemala

Le Guatemala a lancé une nouvelle mise en concurrence pour 600 MW de capacité électrique ferme, dont 450 MW issus de nouvelles centrales, avec un approvisionnement prévu à partir de mai 2032. Les nouvelles capacités pourraient notamment reposer sur le gaz ou la géothermie et les projets de centrales à gaz pourraient représenter plus de 1 Md USD d'investissements. La demande maximale d'électricité a augmenté de +8,6 % en 2026, tandis que la production hydroélectrique a reculé de -25,5 % en août sous l'effet de la sécheresse.

Le MetroRiel reste en phase d'étude, alors qu'une mission technique britannique examine actuellement les conditions de faisabilité du projet sur un corridor de 20,5 km entre Centra Norte et Centra Sur. Les travaux portent notamment sur le financement, le cadre juridique et institutionnel, la gouvernance et les risques, tandis que Fegua et le Registre de l'information cadastrale (RIC) actualisent l'inventaire de la ligne ferroviaire et du droit de voie. À ce stade, le tracé, les stations, le coût, le financement, le mode de contractualisation et le calendrier de construction restent à définir. Les résultats de la phase 0 doivent être présentés en novembre.

Honduras

Les investissements directs étrangers au Honduras ont atteint 675,8 M USD au premier semestre 2026, en hausse de 272,2 M USD sur un an (soit + 67 %). Les entrées nettes ont atteint 468,3 M USD au deuxième trimestre, principalement portées par le commerce, la restauration et l'hôtellerie (285,8 M USD), ainsi que les activités financières et d'assurance (157,9 M USD). Les États-Unis, le Panama, la Colombie, les Bahamas, la Belgique et l'Espagne ont représenté la majorité des flux au deuxième trimestre.

Nicaragua

Les exportations du Nicaragua vers les États-Unis ont plus que triplé depuis l'entrée en vigueur du CAFTA-DR en 2006, passant de 1,5 Md USD à 4,6 Mds USD, selon l'ambassade américaine. Le chargé d'affaires américain Elias Baumann a souligné l'importance de préserver les conditions permettant au commerce bilatéral de continuer à se développer, alors que le Nicaragua renforce parallèlement ses relations commerciales avec la Chine.

Panama

La Banque mondiale révisé à la hausse sa prévision de croissance du Panama à +4,2 % en 2026 ; le FMI anticipe quant à lui une croissance de +5 % à l'issue de sa consultation au titre de l'Article IV. La croissance s'était établie à +4,4 % en 2025. Dans sa Revue économique semestrielle de l'Amérique latine et des Caraïbes (LACER), la Banque mondiale revoit sa prévision de 3,9 % (estimation de juin) à 4,2 % (estimation d'octobre), après un S1 plus dynamique qu'anticipé (+5,5 % au S1 en g.a., dont +6,4 % au T2) et tiré par le Canal, les ports et le transport aérien, ainsi que par la hausse de la demande intérieure et la reprise de la construction. Le FMI, qui se montre plus optimiste sur la croissance, anticipe une inflation de 2 % en 2026 (contre 0 % en 2025) sous l'effet de la hausse des cours du pétrole. Le Fonds appelle le Panama à élargir l'assiette de l'ITBMS (équivalent de la TVA) et préconise de consacrer les recettes exceptionnelles du Canal à la réduction de la dette publique plutôt qu'au financement de nouvelles dépenses.

La sécheresse au Canal de Panama détournerait une partie du trafic maritime vers le détroit de Magellan, qui a enregistré une hausse de +70 % en g.a. en août et septembre, d'après Bloomberg. Certains armateurs (navires gaziers notamment) auraient en effet privilégié le contournement par l'Amérique du Sud – au prix d'un

trajet plus long et plus coûteux en carburant – en réaction aux restrictions mises en place par l'Autorité du Canal de Panama (ACP) et qui découlent de la baisse des précipitations. L'ACP devrait progressivement assouplir ces restrictions (relèvement à 33 transits quotidiens à compter du 15 octobre, contre 32 actuellement), grâce à l'amélioration des niveaux du lac Gatún et à des précipitations revenues proches de la normale.

Les exportations panaméennes progressent de +18,5 % sur les huit premiers mois de 2026. Ces exportations représentaient 1,0 Md USD à fin août (+161,2 M USD en g.a.). Cette hausse est surtout tirée par les exportations à valeur ajoutée réalisées depuis les régimes spéciaux (zones franches et Panamá Pacífico). Les principaux produits exportés restent les crevettes et langoustines congelées (84,5 M USD), les bananes (72,9 M USD), l'huile de palme brute (40,4 M USD) et le teck brut (37,6 M USD). Les Etats-Unis restent le premier débouché (16,9 % du total), devant Taïwan, la Zone libre de Colón, les Pays-Bas, l'Inde et le Costa Rica.

Caraïbes

Bahamas

L'agence de notation Fitch anticipe un ralentissement de la croissance bahamienne à +1,8 % en 2026, contre +3,8 % en 2025. Cette décélération serait le signe d'une normalisation de l'activité économique après plusieurs années de fort rebond post-Covid. Le tourisme continue d'augmenter (+14,8 % d'arrivées sur les sept premiers mois en g.a.) mais repose de plus en plus sur les croisiéristes (84 % du total des visiteurs) qui génèrent moins de retombées économiques locales que le tourisme de séjour. Fitch se montre également prudent sur les finances publiques et prévoit un déficit public de 0,4 % du PIB pour l'exercice budgétaire 2026/27, alors que le gouvernement tablait sur un excédent de 1,2 %.

Barbade

La Première ministre Mia Mottley a présenté un portefeuille de 11 Md USD d'investissements sur dix ans lors du *Caribbean Investment Forum*. Parmi la douzaine de projets figurent une usine de dessalement, des installations de stockage électrique et de production photovoltaïque, un équipement dédié aux agrégats dans le port, un centre de données national et régional ainsi que plusieurs

investissements immobiliers. Ces projets s'inscrivent dans le plan « Barbados 2035 », qui évalue les besoins d'investissement du pays à 11,6 Md USD d'ici 2035, dont plus de 6,6 Md USD devraient être mobilisés auprès du secteur privé.

Cuba

À Cuba, les pénuries d'électricité perturbent l'approvisionnement en eau de plus de 2,7 millions de personnes. Plus de 2,7 millions de personnes, soit environ 35 % de la population desservie, rencontrent actuellement des difficultés d'approvisionnement en eau à Cuba. Les provinces de La Havane, Santiago de Cuba, Matanzas, Artemisa et Pinar del Río concentrent plus de la moitié des personnes concernées. Le manque d'électricité explique près de 70 % des difficultés d'approvisionnement, contre 22 % pour les défaillances des équipements de pompage. La sécheresse constitue également un facteur aggravant, notamment à Santiago de Cuba, où près de 180 000 personnes subissent des pénuries. À La Havane, plus de 577 000 habitants ont été touchés en septembre. La crise énergétique fragilise directement la distribution d'eau, plus de 85 % des stations de pompage fonctionnant à l'électricité. Pour réduire cette dépendance, les autorités annoncent 200 MW de capacité solaire exclusivement dédiés au pompage dans la capitale, avec de premiers effets attendus début 2027.

Cuba élargit les possibilités d'activité des entreprises étrangères, dans un contexte de durcissement des sanctions américaines. Les textes publiés le 2 octobre marquent une ouverture significative du cadre d'activité des entreprises étrangères à Cuba. Les succursales peuvent désormais importer et exporter directement, exercer le commerce de gros, facturer et distribuer leurs produits, sous réserve des autorisations du ministère du Commerce extérieur. Les représentations commerciales peuvent également recruter directement leurs salariés cubains, sans intermédiation obligatoire d'une agence étatique ni condition de taille. Une procédure accélérée facilite par ailleurs la transformation des succursales en entreprises à capital totalement étranger. Ces mesures pourraient réduire les coûts d'intermédiation et renforcer l'autonomie des opérateurs étrangers. Leur portée demeure toutefois contrainte par la pénurie de devises, les arriérés de paiement et les difficultés de rapatriement des recettes, auxquelles s'ajoute le durcissement des sanctions américaines. L'enjeu sera donc de traduire cette ouverture réglementaire en possibilités commerciales effectives.

Haïti

Le gouvernement haïtien adopte un projet de budget de 3 Md USD pour l'exercice 2026-2027, en hausse de +11,3 %. Approuvé en Conseil des ministres le 30

septembre, il s'élève à 401,2 Md HTG (~3 Md USD), contre 360,3 Md HTG (~2,7 Md USD) dans le budget rectificatif 2025-2026. Le gouvernement présente ce budget comme un instrument devant répondre simultanément aux impératifs de sécurité, à l'organisation du processus électoral, au maintien des services essentiels et au soutien d'une reprise économique encore fragile. Trois priorités structurent ainsi ce nouvel exercice : i) sécurité et défense ii) restauration institutionnelle et processus électoral, puis iii) redressement économique, protection sociale et relance territoriale. La sécurité constitue le principal poste d'arbitrage. Les ministères de la Justice et de la Défense bénéficient de 73 Md HTG (559 M USD), soit environ 18 % de l'enveloppe totale, notamment pour renforcer les capacités de la PNH et des Forces armées du pays, sécuriser les axes routiers et financer les équipements et dépenses opérationnelles. Parallèlement, 8,6 Md HTG (66 M USD) sont consacrés aux élections et au soutien aux partis politiques, contre 5,9 Md HTG (45 M USD) dans le budget rectificatif précédent, soit une progression de +46 %. Sur le plan économique, le budget repose sur une hausse des ressources mais aussi sur un recours accru au financement extérieur et aux bons du Trésor. Les recettes courantes sont projetées à 262,9 Md HTG (2 Md USD), en progression de +8 %. Les dons et emprunts atteindraient 91,75 Md HTG (703 M USD), en hausse de +33,2 %, et les émissions de bons du Trésor 35 Md HTG (270 M USD), +41,9 %. Côté dépenses, les dépenses de capital progressent de +15 % à 169 Md HTG (1,3 Md USD), dont 147 Md HTG (1,1 Md USD) consacrées aux programmes et projets. Ce projet de budget traduit une volonté de préserver l'investissement public malgré l'ampleur des dépenses sécuritaires et institutionnelles. L'augmentation de l'investissement et des ressources projetées contraste toutefois avec la faiblesse persistante de la base productive et fiscale.

République Dominicaine

L'organisation en République dominicaine de la 41e session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) marque le début de la présidence dominicaine à la tête de la Commission. Du 7 au 9 octobre, la ville de Santiago de los Caballeros accueillera les représentants de 45 Etats membres et 14 membres associés, ainsi que des organisations internationales, des banques de développement, des entreprises et universitaires. Ce sera l'occasion d'évoquer les transformations productives, sociales et environnementales dont la région a besoin pour faire face au contexte géopolitique mondial. Pour la République dominicaine, cette présidence intervient dans un contexte où la productivité constitue un enjeu majeur de la prochaine phase de croissance du pays. Le diagnostic de la CEPAL souligne que la région reste confrontée à une faible progression de la productivité étroitement liée à la persistance de l'informalité, qui limite l'accès des entreprises

aux financements, aux technologies, aux économies d'échelle et aux chaînes de valeur. Le dernier bulletin de l'Étude économique de l'Amérique latine et des Caraïbes projette une croissance de + 4 % pour la République Dominicaine en 2026 puis + 4,4% en 2027, une des plus élevées de la région ALC. L'étude souligne toutefois que la croissance doit davantage se traduire par des gains durables de productivité et d'emploi formel. L'enjeu pour le pays sera donc de convertir sa présidence en levier d'approfondissement de ses propres réformes structurelles. Les travaux de la session mettent notamment l'accent sur la transformation numérique et l'IA, l'intégration régionale, le développement productif et la soutenabilité des finances publiques. Ces priorités rejoignent directement les ambitions de Meta RD 2036, qui vise à doubler le PIB réel d'ici 2036 à travers une nouvelle vague de réformes centrées sur la productivité et le capital humain.

La Banque centrale dominicaine (BCRD) a relevé de 25 points de base son taux de politique monétaire (TPM), passant de 5,25% à 5,50%. Cela marque le premier relèvement de la TPM depuis son maintien à 5,25% depuis décembre 2025. La BCRD présente cette décision comme préventive, destinée à préserver l'ancrage des anticipations d'inflation et à limiter les effets de second tour sur les prix. Cette modification de la politique monétaire intervient alors que les pressions inflationnistes restent supérieures à la cible malgré une décélération récente. L'inflation interannuelle est passée de 5,67 % en juin à 5,13 % en août, tandis que l'inflation sous-jacente s'est établie à 4,76 % dans la fourchette cible 4,0 % $\pm$ 1,0 %. L'institution financière estime que l'inflation devrait revenir dans cette fourchette au T4 mais identifie plusieurs risques penchant vers la hausse : i) le renchérissement du pétrole et des produits raffinés dans le contexte du conflit au Moyen-Orient, ii) des perturbations du transport maritime mondiale et iii) des conditions climatiques défavorables susceptibles d'affecter les prix alimentaires. Le gouvernement dominicain continue parallèlement de subventionner partiellement les carburants afin de limiter la transmission du choc pétrolier aux consommateurs. Ce resserrement monétaire intervient toutefois dans une activité économique qui conserve un rythme de croissance soutenu. L'activité a progressé de + 4,5 % sur les huit premiers mois de 2026, portée notamment par la construction, l'intermédiation financière et l'hôtellerie-restauration. La BCRD maintient sa prévision de croissance à environ +4,5 % pour 2026. L'appréciation du peso, d'environ +6 % depuis le début de l'année à fin septembre, et les réserves internationales, proches de 15,4 Md USD, constituent également des facteurs de soutien à la stabilité macroéconomique.

Trinité-et-Tobago

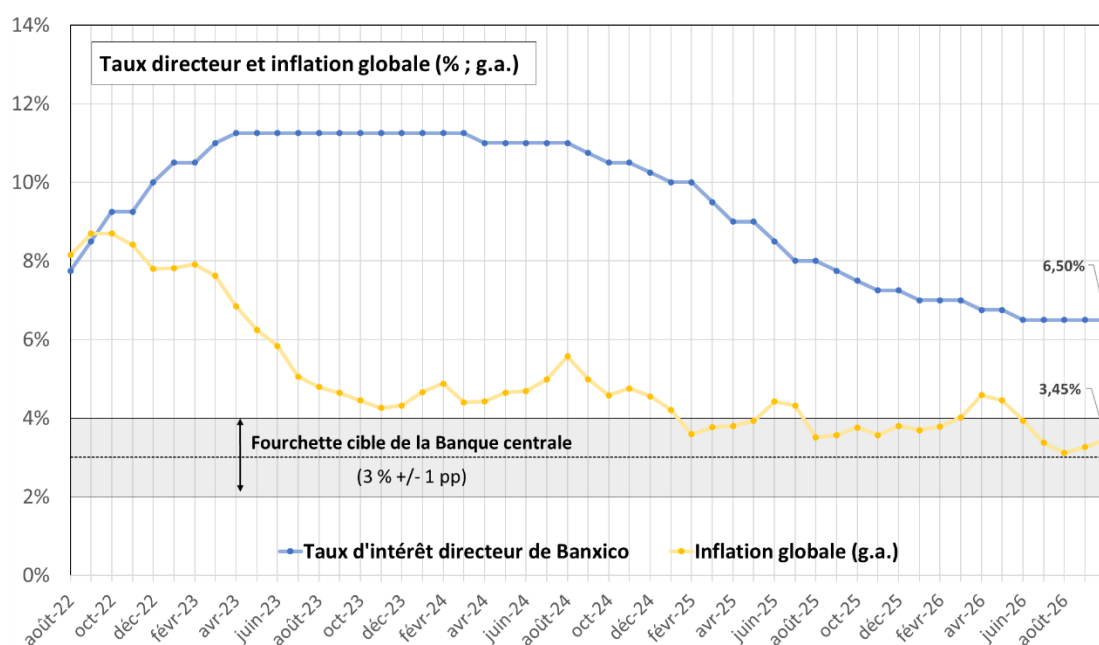
Le groupe pétrolier américain ExxonMobil accélère son programme d'exploration offshore à Trinité-et-Tobago et vise un premier forage fin 2027 ou début 2028. Le groupe vient de terminer les relevés sismiques de la zone maritime offshore TTUD-1, qui serviront à cartographier le sous-sol et identifier des gisements d'hydrocarbures. Cela devrait permettre au groupe de choisir un premier site de forage à la mi-2027. Pour rappel, TTUD-1 est une immense zone maritime offshore située à l'est de Trinité, où ExxonMobil recherche des gisements de pétrole et de gaz en eaux ultra-profondes.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022 (%, FMI)	Croissance du PIB 2023 (% PIB, FMI)	Croissance du PIB 2024 (%, FMI)	Croissance du PIB 2025 (%, FMI)	Prévision FMI 2026 (%, prév FMI)	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,5%	0,5%	1,2%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,00%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,6%	3,7%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	5,2%	6,00%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,25%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

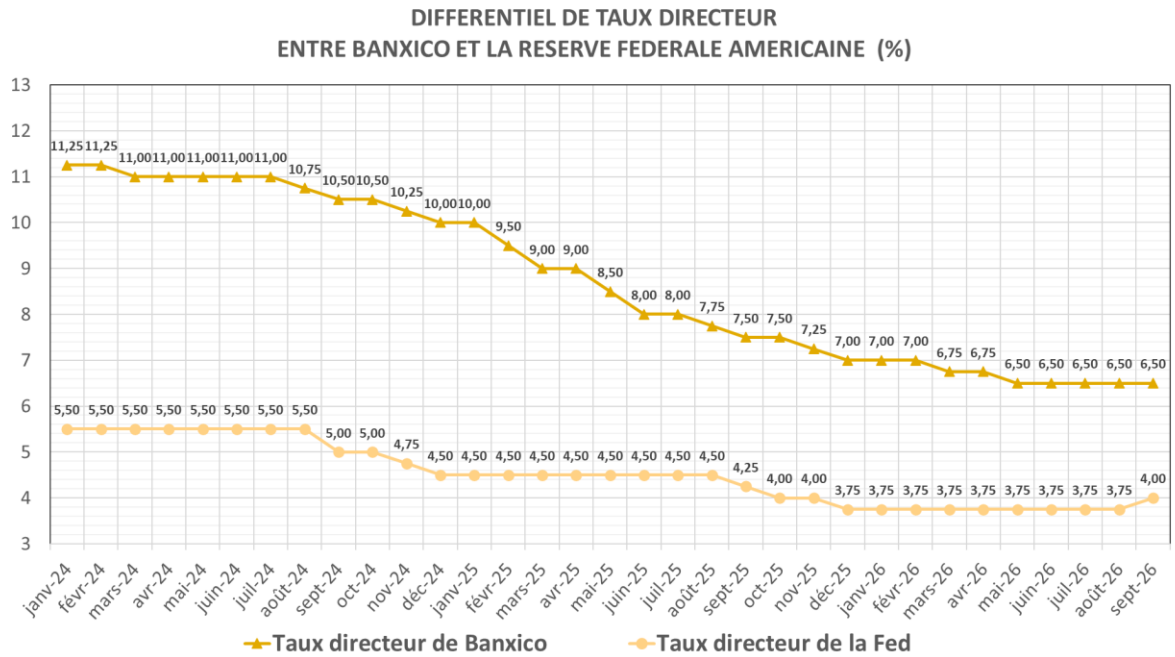
- Annexe Graphique Mexique -



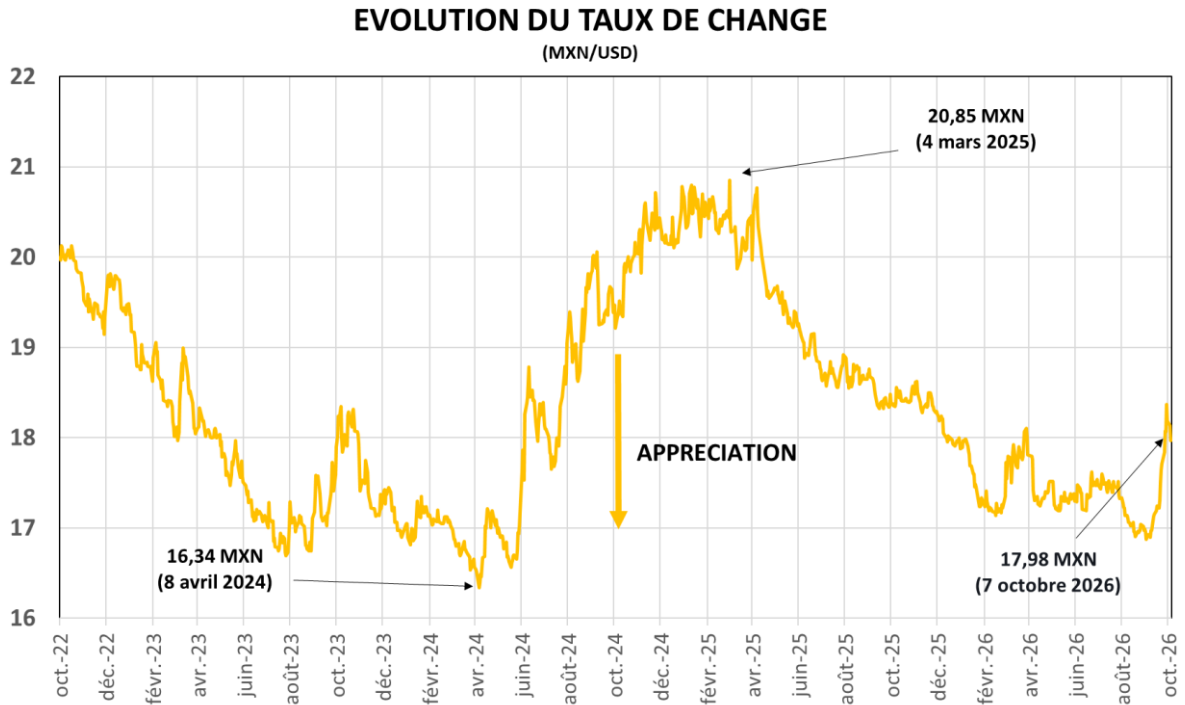
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275
juin-26	6,50	3,75	275
juil-26	6,50	3,75	275
août-26	6,50	3,75	275
sept-26	6,50	4,00	250

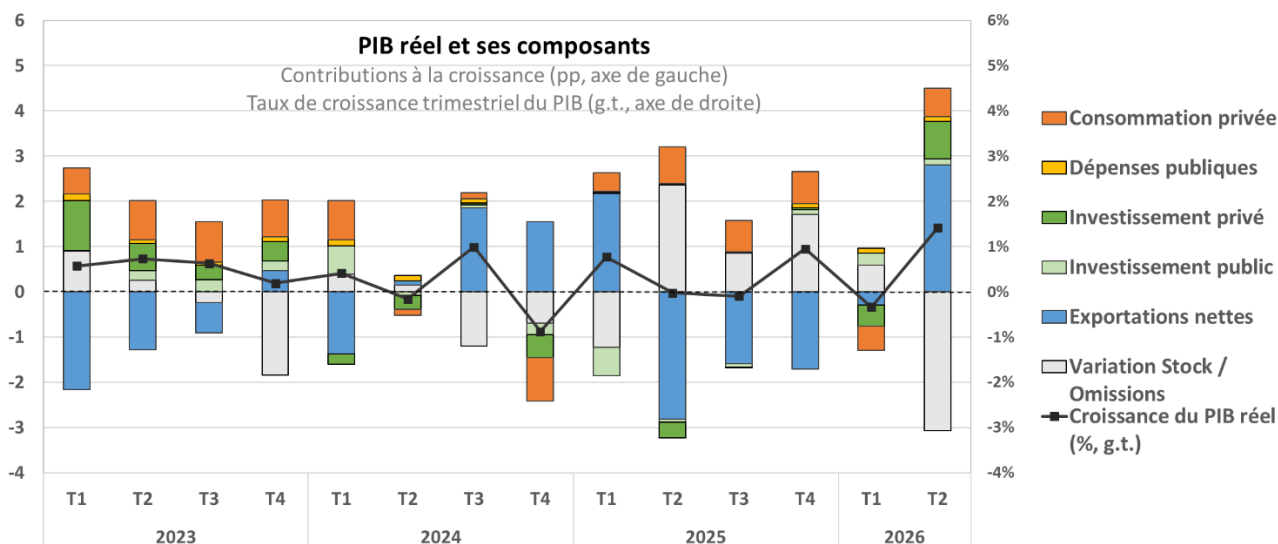
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

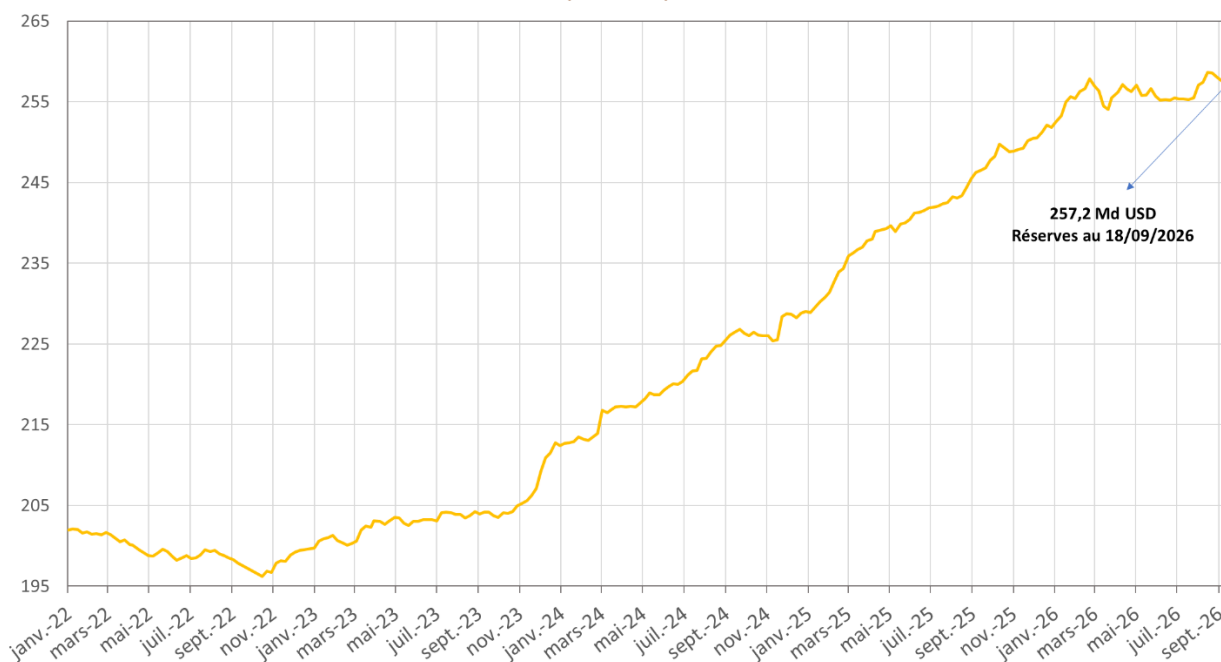


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr